



FEDERATION FRANCAISE DE FOOTBALL
DIRECTION NATIONALE DE L'ARBITRAGE
Commission « Lois du Jeu – Appels »

- CIRCULAIRE 5.12 JUILLET 2007 -

PRINCIPE DE L'AVANTAGE

Lors de la séance annuelle tenue le 9 mars 1996, l'International Board a procédé à une nouvelle rédaction de la loi 5 qui permet à l'arbitre de sanctionner la faute initiale si l'avantage présumé ne se concrétisait pas à ce moment.

Cette nouvelle disposition permet à l'arbitre, dans un premier temps, d'appliquer le principe de l'avantage et, dans un second temps, de revenir à la faute initiale si, dans l'opinion de l'arbitre, l'avantage présumé ne se réalise pas pleinement, dans la continuité de l'action. Le délai de retour à la faute initiale doit être court (2 à 3 secondes).

Comme précédemment, une bonne application de ce principe particulier repose sur un sens tactique du jeu particulièrement aiguisé, beaucoup d'intuition et de lucidité de la part de l'arbitre.

Application :

1 - Si l'avantage ne se réalise pas, sous réserve que le ballon soit toujours en jeu, l'arbitre doit alors immédiatement arrêter le jeu et sanctionner la faute initiale, le ballon étant placé au lieu de la faute d'origine.

2 - Dans le cas où une deuxième faute est commise par un joueur de la même équipe pendant que l'arbitre autorise le développement de l'avantage présumé, l'arbitre doit alors sanctionner :

- techniquement la faute qui apparaît la plus avantageuse pour l'équipe non fautive
- sur le plan disciplinaire chaque joueur concerné de manière appropriée à la faute commise (avertissement ou exclusion).

3 - Dans le cas d'une faute commise dans la surface de réparation entraînant un coup de pied de réparation, la DNA préconise aux arbitres d'appliquer le principe de l'avantage avec beaucoup de prudence.

4 - L'arbitre devra toujours indiquer par paroles et par gestes qu'il applique le principe de l'avantage.